

TUNISIE

LE RÉSIDENT GÉNÉRAL

Commencée dans une atmosphère de détente, l'année 1954, après avoir connu des épisodes douloureux, s'achève dans le calme : la reddition des fellaga, après l'accord entre les Gouvernements français et tunisien, a constitué en Décembre le fait marquant de cet apaisement.

Il reste maintenant, au seuil de 1955, à mener à leur terme les conversations franco-tunisiennes de Paris et à sceller l'accord qui doit permettre à une Tunisie nouvelle de s'épanouir dans un climat nouveau et dans un respect de tous pour la place de chacun.

Cet accord n'est qu'un moyen, un cadre juridique qui doit permettre de poursuivre demain dans la vie courante, la grande œuvre de coopération franco-tunisienne : préparer aux quatre millions d'habitants que comptera la Tunisie en 1960 une vie décente.

Car au-delà des querelles politiques, au-delà des constructions juridiques, c'est cela qui compte : la vie des hommes. Une vie que l'on voudrait meilleure, meilleure pour tous, meilleure pour les plus déshérités et pour ceux qui peinent davantage.

* * *

Sur le plan économique l'année 1954, sans être bonne, n'a pas été mauvaise. Les récoltes, sauf dans le Sud, ont dépassé une honnête moyenne ; la conjoncture s'est améliorée sur les marchés du phosphate et du plomb ; la consommation d'électricité, baromètre de l'activité industrielle, s'est accrue de plus 10 %. Pour la première fois la Tunisie a exporté des tonnages importants de ciment, depuis le milieu de l'année Tunis est alimentée par le gaz de pétrole du Cap Bon, les travaux de la première centrale hydroélectrique sont

activement menés et le niveau de l'eau s'élève derrière les grands barrages de l'Oued Mellègue et de l'Oued Ellil.

Sur un autre plan, les effectifs scolaires se sont encore accrus : les écoles ont enregistré plus de 270.000 élèves à la rentrée d'octobre 1954 contre 244.000 à la rentrée précédente.

Dans une année de crise politique, ce sont des signes encourageants : ils marquent bien que personne n'a perdu confiance. L'aide de la France, qui a permis ces progrès, ne s'est pas ralentie. Cette aide — capitaux, techniciens, administrateurs, professeurs — continuera demain ; mieux, elle se développera, s'étendra à la mesure des besoins et des possibilités d'utilisation.

Mais l'aide de la France ne peut, à elle seule, résoudre tous les problèmes. Il faut aussi un effort de chacun à la place où la destinée l'a placé : il n'est pas de petite tâche, ni d'effort inutile, lorsqu'ils contribuent au solut commun. C'est cela que doivent bien comprendre tous les habitants de ce pays. Chacun doit jouer son rôle, consciencieusement, résolument, dans l'immense œuvre de développement économique et social.

* * *

Il ne faudrait pas pourtant se nourrir d'illusions : la progression démographique est plus rapide que l'accroissement de la production ; les possibilités d'emploi ne suivent pas la courbe inquiétante des générations qui montent.

L'emploi, c'est le problème central. La France vient de faire don de 800 millions de francs à la Tunisie pour lutter contre le chômage : les chantiers qui s'ouvrent chaque semaine assureront tant bien que mal la vie de milliers de familles que l'insuffisance des pluies avait privées de toute ressource.

Mais il faut voir plus loin : un pays ne peut vivre éternellement de charité. La seule solution vraie est d'accroître l'emploi. Je ne crains pas de dire que c'est la grande tâche de 1955. Il faut voir loin et large, il faut éviter les solutions négatives qui, sous prétexte de résorber le chômage, condam-

ment à la stagnation. Un peuple qui veut vivre ne doit pas revenir en arrière, il doit aller de l'avant. Les solutions positives, constructives, ce sont les solutions d'expansion : rechercher les ressources inexploitées, réformer les régimes fonciers périmés, répandre chez les fellahs un esprit de productivité qui leur fait défaut, prospector de nouveaux marchés, donner un statut aux industries en difficulté ou aux activités nouvelles, rendre à la main-d'œuvre l'esprit de travail qui peut seul justifier sa prééminence sur la machine.

* * *

Il est à craindre que, malgré tout, la démographie ne déborde nos efforts. Cette situation n'est pas propre à la Tunisie, elle est commune aux trois territoires de l'Afrique du Nord. La sécurité du lendemain exigerait la découverte de richesses nouvelles, ou l'exploitation de territoires aujourd'hui déserts : le progrès technique peut demain ouvrir des perspectives que beaucoup tiennent aujourd'hui pour des mirages. C'est un acte de foi qui s'impose, de foi active et contagieuse : rien n'a jamais été réalisé par ceux qui doutent.

Et quelle plus belle perspective évoquer, au terme d'une année troublée, que celle de l'Europe et de l'Afrique unies dans un même effort pour mettre en valeur un sol inviolé, et pour acquérir peut-être à ce prix, l'une et l'autre, l'équilibre et la vie.

B. de Latour
